

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 34.503/4
34.504/4DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Ministre adjointe au Ministre des Affaires étrangères, le 5 décembre 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur :

- 1° un projet d'arrêté royal "déterminant les modalités de transfert des membres du personnel de l'Office belge du Commerce extérieur à l'Agence pour le Commerce extérieur et aux Régions" (34.503/4);
- 2° un projet d'arrêté royal "déterminant les modalités de transfert des membres du personnel de l'Office belge du Commerce extérieur au Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement" (34.504/4),

a donné le 9 décembre 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 34.503/4
34.504/4VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 5 december 2002 door de Minister toegevoegd aan de Minister van Buitenlandse Zaken, verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over :

- 1° een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel overgaan naar het Agentschap voor Buitenlandse Handel en naar de Gewesten" (34.503/4);
- 2° een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel overgaan naar de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking" (34.504/4),

heeft op 9 december 2002 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

"(...) gemotiveerd door de omstandigheid dat de artikelen 75, § 1ter en 77, § 2 van de bijzondere wet tot financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten een overgangperiode voorzien die verstrijkt eind 2002; dat de federale overheid bijgevolg niet meer gemachtigd is om uitgaven voor rekening van de gewesten te doen vanaf die datum; dat de begrotingstoelage aan de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel verdeeld wordt door de bijzondere financieringswet tussen de federale overheid en de Gewesten; dat de werking van het Agentschap voor Buitenlandse Handel zo snel mogelijk moet verzekerd worden om de uitoefening toe te laten van de exclusieve bevoegdheden die aan dit Agentschap zijn toegewezen, zou ik U dank weten mocht het advies worden verstrekt binnen de termijn bepaald in artikel 84, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten."

*

* *

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

L'avant-projet ainsi examiné appelle les observations ci-après.

.../...

OBSERVATIONS PREALABLES

1. Les deux projets ont déjà été soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Dans ses avis 33.968/2/V et 33.969/2/V, donnés le 6 septembre 2002, la section de législation a déclaré que sa saisine était prématurée dès lors que ces projets organisaient le transfert des membres du personnel de l'Office belge du Commerce extérieur vers notamment l'Agence fédérale pour le Commerce extérieur alors que l'accord de coopération du 24 mai 2002 créant cette Agence n'avait pas encore reçu l'assentiment ni du législateur fédéral, ni celui des législateurs régionaux.

Il ressort des explications du délégué du ministre que les normes d'assentiment ont soit été adoptées ⁽¹⁾ depuis lors, soit sont sur le point de l'être ⁽²⁾.

En conséquence, la création de l'Agence pour le commerce extérieur sera effective avant la fin de l'année 2002.

2. Par ailleurs, comme l'a souligné le délégué du ministre, le transfert du personnel de l'Office belge du Commerce extérieur est également urgent sur le plan budgétaire. En effet, au regard des articles 75, § 1^{er}, et 77, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, tels qu'ils ont été insérés par la loi spéciale du 13 juillet 2001, l'Etat fédéral ne disposera plus des crédits budgétaires nécessaires à la prise en charge des salaires du personnel de l'Office belge du

⁽¹⁾ Ainsi, le 28 novembre 2002, la Chambre des représentants a adopté en séance plénière la loi d'assentiment à l'accord de coopération précité laquelle est maintenant soumise à la sanction royale (Doc. parl., Chambre, sess. 2002-2003, n° 2092/3); l'ordonnance du 7 novembre 2002 de la Région de Bruxelles-Capitale portant assentiment au même accord a été publiée au Moniteur belge du 26 novembre.

⁽²⁾ Pour ce qui concerne le Conseil de la Région wallonne, le vote en séance plénière devrait intervenir le 18 décembre 2002 et pour le Conseil flamand, le vote est attendu en séance plénière le 11 décembre 2002.

Commerce extérieur à partir du 1^{er} janvier 2003, les dispositions transitoires précitées ne valant que pour l'année 2002.

La motivation spéciale invoquée dans la lettre de demande d'avis répond donc bien au prescrit de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

OBSERVATIONS GENERALES

1. Les arrêtés royaux en projet organisent le transfert des membres du personnel de l'Office belge du Commerce extérieur vers différentes institutions. Ces personnes pourront opter pour un transfert soit vers les régions, soit vers l'Agence pour le Commerce extérieur prévue par l'accord de coopération du 24 mai 2002, soit vers le Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement.

Dans ses avis 27.115/4 ⁽³⁾ et 27.514/4 ⁽⁴⁾, la section de législation du Conseil d'Etat s'est exprimée sur le caractère hybride de la relation juridique établie entre l'Office belge du Commerce extérieur et les membres de son personnel. Elle a ainsi relevé que :

"Cette situation juridique hybride résulte de l'arrêté du Régent du 15 mai 1949 approuvant le cadre, le barème des rétributions et le statut du personnel de l'Office belge du commerce extérieur ⁽⁵⁾.

⁽³⁾ Avis donné le 29 décembre 1997 sur un projet d'arrêté royal "relatif au classement hiérarchique et à la carrière des membres du personnel de l'Office belge du Commerce extérieur".

⁽⁴⁾ Avis donné le 27 mai 1998 sur un projet d'arrêté royal "créant un Conseil de Direction à l'Office belge du Commerce extérieur".

⁽⁵⁾ publié au Moniteur belge du 12 mars 1993, p. 5341.

L'article 1^{er} du statut du personnel établi et modifié par le conseil d'administration de l'Office belge du commerce extérieur⁽⁶⁾, prévoit que «Pour faire face à ses besoins, l'O.B.C.E. utilise du personnel de trois catégories» dont notamment - il s'agit de la catégorie visée au 1^o - «du personnel recruté dans les conditions spécifiées ci-dessous, sous le régime du contrat de louage de services».

L'article 7 du même statut spécifie que «Sous réserve de ce qui est dit au chapitre 1^{er} ci-dessus, en ce qui concerne le personnel des ministères et les techniciens⁽⁷⁾, le personnel est engagé à l'O.B.C.E. sur la base du contrat de louage de services. Il est de ce chef, soumis à l'application de toutes les lois et règlements régissant le statut de l'employé».

(...)

En réalité, l'Office belge du commerce extérieur étant un organisme d'intérêt public de la catégorie B, il est soumis à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public qui habilite le Roi à fixer le cadre et le statut du personnel de l'Office.

A ce jour, un tel statut n'est pas encore intervenu de sorte que les membres du personnel restent régis par le statut établi par le conseil d'administration de l'Office et approuvé par l'arrêté du Régent du 15 mai 1949, précité.

(...)

Si, par le passé, la section d'administration a qualifié ce statut de «statut temporaire»⁽⁸⁾, sur le plan de la sécurité juridique une telle situation ne peut plus durer davantage compte tenu de l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, précité."

Ainsi que l'indiquent les articles 1^{er}, § 1^{er}, 3^o, des deux arrêtés royaux en projet, les membres du personnel visés par ce transfert sont soit "a) (des) membres du personnel engagés par contrat de travail et nommés par le Roi, sur proposition du Conseil d'administration de l'Office", soit "b) (des) membres du personnel engagés par contrat de travail par le Conseil d'administration de l'Office", soit "c) (des) membres du personnel engagés par contrat de remplacement".

(6) lequel constitue l'annexe III à l'arrêté du Régent du 15 mai 1949.

(7) il s'agit des autres catégories de personnel de l'O.B.C.E.

(8) Arrêt n° 7.822 du 28 avril 1960, Van Den Ameele c/Office belge du commerce extérieur, R.A.A.C.E., 1960, p. 399.

La nature juridique de la relation de travail établie entre l'Office belge du Commerce extérieur et son personnel est donc, à l'origine, une relation contractuelle régie par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

L'opération de transfert telle qu'elle est organisée par les deux arrêtés royaux en projet, ne peut se réaliser sans prendre en considération cette situation juridique particulière. En vertu de l'article 26quater, § 3, de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnées le 13 mars 1991, le Roi est chargé de régler "la dissolution de l'Office et le transfert des membres du personnel ainsi que des biens, droits et obligations de l'Office, à la Région wallonne, à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale, chacune pour ce qui la concerne ainsi qu'à l'Agence pour le commerce extérieur créée par l'accord de coopération entre l'autorité fédérale et les régions du 24 mai 2002 (...)". Ce transfert entraînera nécessairement une modification des conditions de travail des membres du personnel. Il doit donc être accompagné de la garantie selon laquelle des avenants aux contrats de travail de chaque membre du personnel seront établis pour attester du consentement des parties sur les modifications intervenues dans l'exécution des contrats de travail, plus particulièrement dans le contexte des transferts d'office prévus aux articles 2, alinéa 8, des deux projets examinés.

2. Les articles 4, § 1^{er}, des deux projets contiennent certaines garanties pécuniaires pour le personnel transféré qui sont directement imposées par l'article 26quater, § 5, précité. Selon cette dernière disposition, les transferts doivent se faire dans le respect des principes visés à l'article 88, § 2, alinéas 2 à 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, lesquels prévoient que les membres du personnel doivent être transférés dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité et qu'ils conservent la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

Lors de la négociation syndicale, les organisations représentatives du personnel ont interrogé l'autorité sur le sort des pensions des membres du personnel de l'Office belge du Commerce extérieur. Il ressort du Protocole n° 424 du Comité B du 22 juillet 2002 que "si l'autorité considère le personnel actuel de l'OBCE comme du

.../...

personnel contractuel, il y a lieu de trouver un arrangement pour l'assurance actuelle des pensions. Manifestement, l'autorité semble être prête à reprendre de l'OBCE les obligations en matière de droits de pension, mais elle n'a pas encore pris de décision pour une solution concrète de ce problème. La FSCSP insiste donc sur une clarté rapide dans ce dossier".

Les membres du personnel de l'Office belge du Commerce extérieur ont bénéficié, jusqu'il y a peu, d'un régime privé de pensions extra-légales.

Or, les textes en projet ne règlent pas explicitement le problème de la prise en charge des pensions alors que tel fut le cas de l'arrêté royal du 14 novembre 1990 déterminant les modalités de transfert de membres du personnel de l'Office belge du Commerce extérieur aux régions.

Il ressort des explications du délégué du ministre que cette question fait l'objet d'un projet d'arrêté royal distinct qui devrait être également soumis à l'avis de la section de législation à court terme.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt deze motivering, zoals ze is opgenomen in de brief met de adviesaanvraag, aldus :

"(...) gemotiveerd door de omstandigheid dat de artikelen 75, § 1ter en 77, § 2 van de bijzondere wet tot financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten een overgangperiode voorzien die verstrijkt eind 2002; dat de federale overheid bijgevolg niet meer gemachtigd is om uitgaven voor rekening van de gewesten te doen vanaf die datum; dat de begrotingstoelage aan de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel verdeeld wordt door de bijzondere financieringswet tussen de federale overheid en de Gewesten; dat de werking van het Agentschap voor Buitenlandse Handel zo snel mogelijk moet verzekerd worden om de uitoefening toe te laten van de exclusieve bevoegdheden die aan dit Agentschap zijn toegewezen, zou ik U dank weten mocht het advies worden verstrekt binnen de termijn bepaald in artikel 84, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten."

*

* *

De Raad van State, afdeling wetgeving, beperkt zich, overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Het aldus onderzochte voorontwerp geeft aanleiding tot de hiernavolgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. De twee ontwerpen zijn reeds ter fine van advies voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

.../...

In haar adviezen 33.968/2/V en 33.969/2/V, gegeven op 6 september 2002, heeft de afdeling wetgeving gesteld dat het aan de Raad van State gerichte verzoek om advies voorbarig was, doordat deze ontwerpen de overgang van de personeelsleden van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel naar het Agentschap voor Buitenlandse Handel regelden, terwijl de federale wetgever en de gewestwetgevers op dat ogenblik nog niet hadden ingestemd met het samenwerkingsakkoord van 24 mei 2002 waarbij dat Agentschap werd opgericht.

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt dat de bepalingen houdende instemming met het samenwerkingsakkoord sindsdien ofwel uitgevaardigd ⁽¹⁾ zijn, ofwel dat bijna ⁽²⁾ zijn.

Bijgevolg zal de oprichting van het Agentschap voor Buitenlandse Handel effectief zijn vóór eind 2002.

2. De gemachtigde van de minister heeft voorts onderstreept dat de overgang van het personeel van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel eveneens om budgettaire redenen dringend is. Gelet op de artikelen 75, § 1ter, en 77, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, zoals ze ingevoegd zijn bij de bijzondere wet van 13 juli 2001, zal de federale Staat immers niet meer beschikken over de nodige begrotingstoelagen om vanaf 1 januari 2003 de bezoldigingen van het personeel van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel ten laste te nemen, omdat de voormelde overgangsbepalingen slechts gelden voor het jaar 2002.

⁽¹⁾ Zo heeft de Kamer van volksvertegenwoordigers op 28 november 2002 in plenaire vergadering de wet houdende instemming met het voormelde samenwerkingsakkoord goedgekeurd, die nu ter bekrachtiging aan de Koning voorgelegd is (Gedr. St., Kamer, 2002-2003, nr. 2092/3); de ordonnantie van 7 november 2002 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende instemming met hetzelfde akkoord is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 26 november.

⁽²⁾ Wat de Waalse Gewestraad betreft, zou de stemming in plenaire zitting moeten plaatshebben op 18 december 2002 en, wat de Vlaamse Raad betreft, wordt de stemming verwacht voor de plenaire vergadering van 11 december 2002.

De bijzondere motivering die wordt opgegeven in de brief met de adviesaanvraag voldoet dus wel degelijk aan het bepaalde in artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De ontworpen koninklijke besluiten regelen de overgang van de personeelsleden van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel naar verschillende instellingen. Deze personen kunnen opteren voor een overgang, ofwel naar de gewesten, ofwel naar het Agentschap voor Buitenlandse Handel dat bij het samenwerkingsakkoord van 24 mei 2002 is opgericht, of nog naar de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelings-samenwerking.

In haar adviezen 27.115/4 ⁽³⁾ en 27.514/4 ⁽⁴⁾, heeft de afdeling wetgeving zich uitgelaten over de tweeslachtige rechtsverhouding tussen de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel en de personeelsleden ervan. Ze heeft aldus op het volgende gewezen :

"Die tweeslachtige rechtspositie vloeit voort uit het besluit van de Regent van 15 mei 1949 houdende goedkeuring van het kader, bezoldigingsregeling en het statuut van het personeel van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel ⁽⁵⁾.

Artikel 1 van het statuut van het personeel, vastgesteld en gewijzigd door de raad van bestuur van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel ⁽⁶⁾ stelt dat «Om in zijn behoeften te voorzien (...) de B.D.B.H. personeel van drie categorieën (bezig)», waarvan inzonderheid - het betreft de categorie onder punt 1° - «personeel, dat onder het regime van het dienstverhursingscontract onder de hiernavermelde voorwaarden aangeworven wordt».

Artikel 7 van hetzelfde statuut bepaalt dat «Onder voorbehoud van hetgeen onder bovenstaand hoofdstuk I over het personeel van de ministeries en de

⁽³⁾ Advies gegeven op 29 december 1997 over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van de personeelsleden van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel".

⁽⁴⁾ Advies gegeven op 27 mei 1998 over een ontwerp van koninklijk besluit "tot oprichting van een Directieraad bij de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel".

⁽⁵⁾ bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 12 maart 1993, blz. 5341.

⁽⁶⁾ dat bijlage III vormt van het besluit van de Regent van 15 mei 1949.

technici ⁽⁷⁾ gezegd wordt, (...) het personeel bij de B.D.B.H. (wordt) aangeworven op grond van het dienstverhursingscontract. Uit dien hoofde valt het onder de toepassing van de wetten en de reglementen welke het statuut van de bediende regelen».

(...)

Aangezien de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel een instelling van openbaar nut van categorie B is, geldt daarvoor artikel 11, § 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, dat de Koning machtigt om de formatie en het statuut vast te stellen van het personeel van de Dienst.

Tot op heden is zulk een statuut nog niet uitgewerkt, zodat het voornoemde statuut, vastgesteld door de raad van bestuur van de Dienst en goedgekeurd bij het besluit van de Regent van 15 mei 1949, nog steeds van toepassing is op de personeelsleden.

(...)

Hoewel de afdeling administratie in het verleden dat statuut omschreven heeft als «tijdelijk statuut» ⁽⁸⁾, kan zulk een toestand omwille van de rechtszekerheid niet langer blijven voortduren, gelet op het voornoemde artikel 11, § 1, eerste lid.".

Zoals wordt aangegeven in de artikelen 1, § 1, 3°, van de twee ontworpen koninklijke besluiten, zijn de personeelsleden die bij deze overgang betrokken zijn ofwel "a) personeelsleden aangeworven bij arbeidsovereenkomst en benoemd door de Koning op voordracht van de Raad van Bestuur van de Dienst", ofwel "b) personeelsleden aangeworven bij arbeidsovereenkomst door de Raad van Bestuur van de Dienst", ofwel "c) personeelsleden aangeworven bij vervangingsovereenkomst".

De juridische aard van de arbeidsverhouding tussen de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel en zijn personeel is dus oorspronkelijk een contractuele verhouding waarvoor de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten geldt.

⁽⁷⁾ het betreft de overige categorieën van personeelsleden van de B.D.B.H.

⁽⁸⁾ Arrest nr. 7.822 van 28 april 1960, Van Den Amele t/Belgische Dienst voor de buitenlandse handel, Verzameling der arresten en adviezen van de Raad van State, 1960, blz. 430.

De overheveling van dat personeel, zoals die geregeld wordt bij de beide ontworpen koninklijke besluiten, mag niet worden uitgevoerd zonder die bijzondere juridische situatie in aanmerking te nemen. Krachtens artikel 26quater, § 3, van de wet betreffende de afschaffing of herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, is de Koning belast met het regelen van "de ontbinding van de Dienst en de overdracht van de personeelsleden alsook van de goederen, rechten en verplichtingen van de Dienst, aan het Vlaamse Gewest, aan het Waalse Gewest en aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ieder wat hem betreft, evenals aan het Agentschap voor Buitenlandse Handel, opgericht door het samenwerkingsakkoord tussen de federale overheid en de gewesten van 24 mei 2002 (...)". Die overdracht van personeelsleden zal onvermijdelijk leiden tot een wijziging van de arbeidsvoorwaarden van de personeelsleden. Die overdracht dient dan ook vergezeld te gaan van de garantie dat in de arbeidsovereenkomst van elk personeelslid een aanvulling wordt opgenomen waaruit blijkt dat de partijen instemmen met de wijzigingen die zich in de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voordoen, meer in het bijzonder in de context van de ambtshalve overdrachten waarvan sprake is in artikel 2, achtste lid, van beide onderzochte ontwerpen.

2. Artikel 4, § 1, van beide ontwerpen bevat voor het overgehevelde personeel bepaalde geldelijke waarborgen die rechtstreeks opgelegd worden door het voormelde artikel 26quater, § 5. Volgens die bepaling moet de overdracht van personeelsleden geschieden met inachtneming van de beginselen bepaald in artikel 88, § 2, tweede tot vierde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, naar luid van welke bepaling personeelsleden naar een andere instantie overgaan met hun graad of een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid en dat zij de bezoldiging en de anciënniteit behouden die zij hadden of zouden verkregen hebben indien zij in hun dienst van herkomst het ambt hadden blijven uitoefenen dat zij bij hun overplaatsing bekleedden.

Tijdens de onderhandelingen met de vakbonden hebben de representatieve werknemersorganisaties de overheid gevraagd wat er met de pensioenen van de personeelsleden van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel zou gebeuren. Uit Protocol nr. 424 van Comité B d.d. 22 juli 2002 volgt dat "indien de overheid het huidig personeel van de BDBH als contractueel aanziet, dan dient een regeling te worden getroffen voor de bestaande pensioenverzekering. De overheid blijkt weliswaar bereid te zijn de verplichtingen inzake pensioenrechten vanwege de BDBH over te nemen, maar

heeft nog niet uitgemaakt op welke manier dit concreet dient te gebeuren. De FCSOD dringt dan ook aan op snelle duidelijkheid in dit dossier".

De personeelsleden van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel genoten tot voor kort een privé-regeling van extralegale pensioenen.

Bij de ontworpen teksten wordt het probleem van de tenlasteneming van de pensioenen evenwel niet uitdrukkelijk geregeld, terwijl dat probleem wel geregeld is geweest in het koninklijk besluit van 14 november 1990 tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van de Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel overgaan naar de Gewesten.

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister volgt dat die kwestie aan bod komt in een afzonderlijk ontwerp van koninklijk besluit dat binnenkort eveneens ter fine van advies aan de afdeling Wetgeving zou moeten worden voorgelegd.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame M.-L. WILLOT-THOMAS,
Mevrouw

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs P. LIÉNARDY,
de Heren P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame C. GIGOT,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. Y. CHAUFFOUREAUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS